



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ESPAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE MADRID

N° 13 – 02 Août 2021

En bref

L'incidence commence à baisser et atteint **687 cas/100 000 hab. sur 14 jours** (687,3/100 000 hab. sur 14 jours au 29/07, soit +10 pts par rapport au 23/07). Au 29/07, **67,1 % de la population a reçu au moins une dose de vaccin, 56,8 % est vaccinée**. Le variant delta représentait près de 68 % des nouveaux cas pendant la semaine 27 (du 5 au 11 juillet).

3ème dose : La Ministre de Santé Carolina Darias a annoncé le 23/07 que tout indique qu'il sera nécessaire d'administrer une **3ème dose de vaccin pour renforcer l'immunité contre la Covid-19**.

Fonds du Plan de relance : le gouvernement a lancé le 21/07 un site web d'information concernant l'accès aux fonds du Plan de Relance, Transformation et Résilience.

Prévisions de croissance : le gouvernement a mis à jour ses prévisions macroéconomiques et maintient les prévisions de croissance de 6,5% en 2021 et 7,0% en 2022.

Croissance 2ème trimestre : l'économie espagnole rebondit au 2ème trimestre et enregistre une **hausse trimestrielle de l'activité de 2,8%**.

LE CHIFFRE À RETENIR

+2,8 %

de croissance du PIB au T2
(t/t)

Salaire minimum : la 1^{ère} vice-présidente et Ministre de l'Économie, Nadia Calviño, a indiqué que **le gouvernement envisagera une hausse du salaire minimum interprofessionnel**, équivalent du SMIC en Espagne, en septembre si la tendance positive du marché du travail observée depuis mai se maintient au cours de l'été.

Dettes publiques : la dette publique a atteint un niveau de 1 402,1 Md€, soit plus de 125 % du PIB espagnol.

Fusion Unicaja-Liberbank : Après l'accord du Ministère des Affaires Economiques et de la Transformation Digitale, la fusion des deux banques a été finalisée le 30/07.

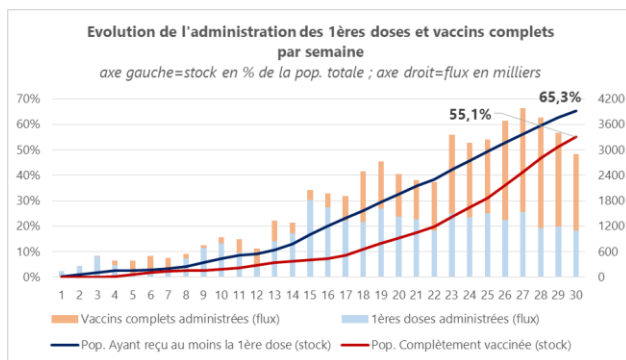
Zoom sur : Loi de création et de croissance des entreprises

Le gouvernement a approuvé et lancé à consultation publique le 27/07 l'avant-projet de loi de création et de croissance des entreprises « Crea y Crece ». Cet avant-projet prévoit plusieurs mesures pour favoriser la création d'entreprise et promouvoir une croissance durable, principalement pendant les premières mois et années de vie, pendant lesquelles les obstacles financiers et bureaucratiques sont plus lourds. La mesure phare de la loi est la possibilité de constituer une société avec un capital de un euro (avant capital minimum de 3 000 €), de façon rapide et en ligne dans un délai de 10 jours.

COVID-19

1 Vaccination

Au 29/07, 67,1 % de la population a reçu au moins une dose du vaccin, 56,8 % est vaccinée. Des 58,1 millions de doses distribuées aux régions (39,3 M de Pfizer-BioNTech, 6,2 M de Moderna, 10,2 M d'AstraZeneca et 2,4 M de Janssen), 56,2 M ont été administrées (96,6 %). Les Asturies et l'Estrémadure ont administré la quasi-totalité des vaccins reçus, alors que Ceuta (88,2 %) et Melilla (82,4 %) enregistrent les taux les plus faibles.



Source : Ministère de la Santé

Le jour de référence pour chaque semaine est le lundi :
dernière donnée du 26/07/2021.

3ème dose : La Ministre de Santé Carolina Darias a annoncé le 23/07 que tout indique qu'il sera nécessaire d'administrer une 3ème dose de vaccin pour renforcer l'immunité contre la Covid-19. Si la date de début d'administration n'a pas encore été déterminée, elle a indiqué que des contrats de 1,8Md€ avec Pfizer et de près de ½ Md€ avec Moderna ont été souscrits pour recevoir des doses de vaccins en 2022 et 2023.

Tests en pharmacie : 22 137 pharmacies en Espagne peuvent vendre sans prescription des tests antigéniques d'autodiagnostic à partir du 23/07. Ces tests, coûtant entre 6 et 14 euros, ne

serviront que pour confirmer des cas suspects, et ne seront pas enregistrés dans la base de données du Système National de Santé : pour ceci, les cas positifs devront se rendre auprès de l'autorité sanitaire compétente pour confirmation.

2 Restrictions

Port du masque : le Congrès a approuvé le 21/07 le décret-loi mettant fin au port du masque en extérieur lorsqu'une distance d'1,5 m peut être maintenue (en vigueur depuis le 26/06 à minuit). Pour rappel, si cette distance ne peut être respectée, ainsi que sur les quais et dans les stations, le masque reste obligatoire, même à l'air libre.

Arrivée sur le territoire espagnol :

Restrictions sur les arrivées en provenance d'Argentine, Colombie, Bolivie, Namibie (à partir du 27 juillet), Afrique du Sud et Brésil (à partir du 03 août, auparavant l'entrée sur le territoire espagnol était interdite) : quarantaine obligatoire pour les passagers de 10 jours (ou 7 jours en cas de test PCR ou antigénique négatif). Egalement prolongation des arrivées en provenance d'Inde.

Restrictions régionales (non exhaustif) :

Couvre-feu (de 01h à 06h dans tous les cas): Catalogne, Cantabrie, C. Valencienne et Murcie

Limite pour rassemblements (10 personnes sauf lorsqu'indiqué autrement) : Catalogne, Aragon, Galice, C. Valencienne, Murcie, Estrémadure (6 personnes), et Îles Canaries (entre 2 et 10 personnes selon les îles)

Conditions d'ouverture des discothèques (fermeture totale si non mentionnés) : Catalogne (fermeture à 0h30 ; fermeture à l'intérieur), Navarre (01h), Aragon (0h30), Castille-et-Léon

(02h), Pays Basque (01h), Cantabrie (fermeture dans les communes à haute incidence), Madrid (03h), La Rioja (02h), Galice (fermeture dans les communes en niveau d'alerte élevé), Asturies (fermeture à l'intérieur), Estrémadure (03h), Andalousie (02h sauf dans les zones en niveau d'alerte 4 ayant fermeture totale), Canaries (fermeture à 02h ou total selon les îles), Murcie (fermeture à l'intérieur), Castille-La Manche (03h), Ceuta (02h), Melilla (03h).

Certificat numérique Covid : les régions de Galice (à partir du 24/07) et de Cantabrie (à partir du 30/07) ont imposé l'obligation de présenter le certificat Covid pour accéder à l'intérieur de bars et restaurants dans les communes à haute incidence. La région de Canaries a également imposé cette mesure à partir du 30/07, mais le Tribunal de Justice régional a suspendu la mesure de façon préventive, en considérant que les données relatives à la santé ne sont donc pas exigibles « dans ce contexte » aux fins de protéger les données personnelles.

Actualité économique

1 Mesures de réponse à la crise et de relance

Fonds du Plan de relance : le gouvernement a lancé le 21/07 [un site web d'information](#) concernant l'accès aux fonds du Plan de Relance, Transformation et Résilience. Ce site est dirigé aux citoyens, travailleurs indépendants, PME, entreprises et organisations intéressés notamment par les appels à projets déjà lancés, et l'information mise à disposition sera mise à jour pendant toute la durée de la distribution de ces fonds européens.

Aides directes : l'organisation patronale CEOE et la Communauté de Madrid demandent au gouvernement d'accélérer et de flexibiliser l'accès aux aides directes. Le président de la CEOE, Antonio Garamendi, a demandé le 22/07 à ce que ces aides, approuvées en mars 2021, arrivent le plus rapidement aux entreprises. Le gouvernement régional de Madrid a envoyé ce même jour une lettre au Ministère des Affaires Economiques pour que l'accès aux fonds soit plus flexible, notamment pour qu'elles puissent servir à compenser des pertes comptables et non seulement payer des dettes.

2 Macroéconomie

Prévisions de croissance : le gouvernement a mis à jour ses prévisions macroéconomiques et maintient les prévisions de croissance du printemps de 6,5% en 2021 et 7% en 2022. La 1ère vice-présidente et Ministre de l'Économie, Nadia Calviño, a estimé que la reprise de l'économie qui avait été prévue au printemps s'est concrétisée depuis et prévoit un rebond d'au moins 2% au 2ème trimestre (t/t), ainsi qu'un retour au PIB pré-crise en 2022 et un retour à la trajectoire de croissance pré-crise en 2023. En revanche, le FMI a légèrement revu à la baisse de 0,2 point ses prévisions pour l'Espagne en 2021, qui passe désormais à 6,2%, sous l'effet notamment de l'ampleur de la 5ème vague et ses effets sur le tourisme. En revanche, la prévision pour 2022 a été revue à la hausse de 1,1 point, soit à 5,8%, le niveau le plus élevé parmi les économies développées.

Croissance 2ème trimestre : l'économie espagnole rebondit au 2ème trimestre et enregistre une hausse de l'activité de 2,8% en termes intertrimestriels et de 19,8% en termes interannuels. Selon les données avancées de comptabilité nationale de l'Institut National des Statistiques (INE), l'Espagne revient à des valeurs positives en termes intertrimestriels pour la 1ère fois depuis le 3ème trimestre 2020 après avoir

stagné au 4ème trimestre 2020 (0,0% t/t) en pleine 2ème vague et avoir reculé de -0,4% au 1er trimestre 2021 en pleine 3ème vague et avec l'impact de la tempête Filomena. Ce rebond s'explique principalement par l'évolution positive de la consommation (+4,9%) alors que l'investissement reste toujours dans des valeurs négatives (-1,5%). En termes interannuels, l'Espagne enregistre une évolution positive (+19,8%) après 5 trimestres consécutifs de reculs avec des contributions de 20,3 points de la demande nationale et de -0,5 point de la demande externe.

Salaire minimum : la 1ère vice-présidente et Ministre de l'Économie, Nadia Calviño, a indiqué que le gouvernement envisagera une hausse du salaire minimum interprofessionnel, équivalent du SMIC en Espagne, en septembre si la tendance positive du marché du travail observée depuis mai se maintient au cours de l'été. La vice-présidente a souligné que l'Espagne compte à ce jour avec près de 340 000 personnes au chômage partiel et 160 000 indépendants bénéficiant des aides extraordinaires, le niveau le plus faible depuis le début de la crise sanitaire (3,6 M de personnes au chômage partiel et 1,5 M d'indépendants recevant des aides extraordinaires lors du pic enregistré pendant la 1ère vague) et espère un retour au niveau emploi pré-crise « au cours de l'automne ». Début 2021, le gouvernement espagnol avait laissé en suspens la hausse du salaire minimum en raison de l'impact économique de la pandémie, tout en maintenant l'objectif de ramener le salaire minimum à 60% du salaire moyen à la fin du mandat actuel, prévu pour fin 2023.

3 Finances publiques

Plafond de dépenses : le conseil des ministres a adopté un plafond des dépenses s'élevant à 196,142 Md€ pour 2022, un niveau similaire à celui enregistré en 2021 qui avait déjà constitué un record historique (196,097 Md€). Ce plafond

comprend 26,355 Md€ correspondant aux fonds européens de relance, dont 25,622 Md€ pour le Mécanisme de Relance et de Résilience et 0,733 Md€ pour React EU. L'adoption de ce plafond permet de lancer la procédure annuelle d'adoption du budget. Désormais, les deux partenaires de la coalition gouvernementale devront négocier un projet commun qui devra être présenté au parlement avant le 30 septembre, date limite fixée par la constitution espagnole.

Déficit public : le gouvernement maintient ses prévisions de déficit à 8,4% du PIB en 2021 et 5% en 2022. La Ministre des Comptes Publics et de la Fonction Publique, María Jesús Montero, a confirmé la trajectoire de déficit déjà prévue dans le Plan de Stabilité présenté fin avril et souligne l'engagement de l'Espagne avec le principe de responsabilité budgétaire avec une réduction anticipée de 3,4 points entre 2021 et 2022.

Dettes publiques : la dette publique a atteint un niveau de 1 402,1 Md€, soit plus de 125 % du PIB espagnol. Le gouvernement prévoit que le ratio de dette converge à la fin de l'année vers l'objectif établi pour 2021 dans son Programme de Stabilité (119,5 % du PIB).

4 Emploi

Taux de chômage : le taux de chômage est en recul au T2 2021 à 15,26 % contre 15,9 % au T1, dans le cadre de la reprise progressive de l'économie espagnole. D'après les données de l'Institut National de Statistique (INE), 110 000 chômeurs en moins ont été comptabilisés, le total atteignant 3,54 millions de personnes. Néanmoins, ce résultat reste supérieur à celui du T2 2020 de 176 000 personnes.

Chômage partiel : Le think tank espagnol FEDEA considère qu'il est nécessaire de prévoir l'élimination progressive du dispositif de

chômage partiel (ERTE) et la suppression des restrictions au licenciement imposées pendant la pandémie. Dans [sa dernière veille de juillet 2021](#) concernant les aspects économiques de la crise de la Covid-19, L'institution indique également que les mesures extraordinaires de protection aux collectifs vulnérables en termes d'approvisionnement de base et de logement devront être levées avec le déploiement plus large du Revenu Minimum Vital (IMV). En effet, FEDEA observe des signaux clairs de réactivation économique, mais aussi des risques à moyen terme et considère qu'il faut réviser certains aspects spécifiques des réformes en cours et prévues, notamment en ce qui concerne le travail (flexibilisation du marché) et les retraites (soutenabilité des dépenses).

Offre d'emploi public : le gouvernement espagnol a approuvé le 27/07 une Offre d'Emploi Public (OPE) de plus de 30 000 postes. Il s'agit de l'OPE la plus élevée de l'histoire, au-dessus de celle du budget de cette année (28 055 postes). Cette OPE est constituée de 9 509 postes de promotion interne, alors que les autres seront en accès libre, spécialement dans les domaines liés à la science, la technologie, les ingénieries et aux mathématiques. Le syndicat des fonctionnaires publics (CSIF) a indiqué que cette offre est toujours « insuffisante », compte tenu du déficit structurel actuel, des pertes des dernières années et du départ à la retraite de 50 % des effectifs.

Télétravail : Selon une étude (*Condiciones de trabajo y salud tras un año de pandemia*) réalisée par le syndicat Comisiones Obreras (CCOO), 17,2 % des salariés continuent à télé-travailler en 2021. Ce pourcentage était de 30,1 % en 2020.

Heures travaillées : D'après les dernières données publiées par Eurostat, l'Espagne est le deuxième pays de l'UE qui a le plus réduit le nombre d'heures travaillées pendant 2020. En effet, les espagnols ont travaillé en moyenne -

19,5% moins d'heures par rapport à 2019 (-19,7 % pour la Grèce et -19 % pour le Portugal et l'Italie).

Statut des livreurs des plateformes : A deux semaines de l'entrée en vigueur de la loi des « riders », la plateforme Deliveroo annonce son intention de quitter l'Espagne. Le groupe britannique réalisera une consultation parmi ses employés sur la cessation de ses opérations en Espagne, expliquant que celle-ci se base sur un motif « purement économique ». Pour rappel, le gouvernement a réformé le code du travail et les livreurs sont désormais présumés « salariés », alors qu'ils étaient jusqu'ici considérés la plupart du temps comme des travailleurs indépendants. Le gouvernement avait donné aux entreprises trois mois pour se mettre en conformité avec la réforme : le délai expirera le 12/08.

5 Secteur immobilier

Le groupe coopératif Cajamar a vendu à la société américaine d'investissement Cerberus un portefeuille immobilier de 500 M€, composé de 6 000 actifs. L'opération devrait être terminée en fin d'année. Les actifs sont localisés en Andalousie, C. Valencienne, Catalogne, Baléares et Murcie. La banque coopérative a indiqué que cette vente, dénommée « Proyecto Jaguar », est la plus importante transaction d'actifs improductifs dans le marché espagnol depuis le début de la pandémie, ainsi que le plus grand désinvestissement complété par Cajamar à ce jour.

6 Secteur financier

Fonds d'investissement énergies renouvelables : la plateforme indépendante de gestion d'actifs mobiliers et immobiliers Dunas Capital a lancé un fonds de 500 M€, commercialisé par Liberbank, pour investir dans les énergies renouvelables. Le fonds Dunas Clean Energy I est un nouveau fonds de capital-risque approuvé par

la Commission Nationale du Marché des Valeurs (CNMV) pour investir principalement dans des projets photovoltaïques en Espagne.

Fusion Unicaja-Liberbank : Après l'accord du Ministère des Affaires Economiques et de la Transformation Digitale, la fusion des deux banques a été finalisée le 30/07. Les actionnaires de Liberbank recevront une action d'Unicaja Banco pour 2,7705 actions de Liberbank. Pour rappel, l'absorption de Liberbank par Unicaja donnera naissance à la 5ème banque espagnole en termes d'actifs (plus de 110 Md€, devant Bankinter), avec une présence dans 80 % du territoire national, plus de 4,5 millions de clients et une position de leader dans six communautés autonomes. Dans ce cadre, on note également que la banque américaine JPMorgan Chase a pris le 15/07 une participation de 5,004 % à Liberbank.

Investissement brut : Selon la Fondation BBVA et l'Institut Valencien de Recherches Economiques (Ivie), le stock d'investissement brut en Espagne a enregistré une baisse de 11,4 % en 2020 pour atteindre 222,6 Md€, soit un niveau proche à celui d'il y a une décennie. D'après la dernière mise à jour du rapport [El stock de capital en España y sus comunidades autónomas](#), l'investissement brut privé (91 % du total) a enregistré une chute de 14 % en 2020 (après une évolution positive depuis 2013), alors que l'investissement brut public a augmenté de +6,7 %.

Rentabilité des banques : la Banque d'Espagne a indiqué que la rentabilité des banques a augmenté à 14,66 % en mars. Cet indicateur serait de 8,25 % sans prendre en compte la fusion de Caixabank et Bankia, un niveau similaire à celui des rentabilités pré-crise.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international